

POINT DE PRESSE

Mesdames et Messieurs les responsables de médias,

En ma qualité d'agent du Gouvernement dans le processus électoral, je vous ai conviés, une fois de plus, ce samedi 25 octobre 2025, pour vous entretenir sur certains faits de nature à porter gravement atteinte à la sécurité de notre pays, au moment où l'on s'achemine vers la proclamation des résultats de l'élection du Président de la République du 12 octobre 2025.

En effet, dans la nuit du 22 octobre 2025, trois terroristes venant d'un pays voisin ont été appréhendés alors qu'ils essayaient d'introduire dans la ville de Garoua, une grande quantité d'explosifs, manifestement pour commettre des attentats terroristes dans le contexte de tensions post-électorales entretenues par certains leaders politiques irresponsables. Le mode opératoire projeté est d'infiltrer des groupes de manifestants et de commettre des attentats terroristes entraînant des pertes en vies humaines, qui seraient imputées aux forces de maintien de l'ordre.

Mardi dernier à Yaoundé, lors d'une manifestation de rue organisée par un groupuscule d'individus drogués qui réclamaient la soi-disant victoire du Président autoproclamé, l'un de ses représentants a été interpellé parmi les manifestants avec un pistolet automatique, des munitions et une forte somme d'argent. Cet individu de moralité douteuse aurait pu tirer sur la foule pour que cet acte odieux soit imputé à nos vaillantes forces de sécurité.

Ce stratagème s'est récemment vérifié lors d'une manifestation illégale organisée à Garoua le 21 octobre dernier par les sympathisants du candidat autoproclamé Président de la République, en marge de laquelle le décès tragique de Madame Zouhaïra Hassana, enseignante à l'école primaire arabe de Poupoumré, a été malicieusement attribué aux forces de l'ordre par un média acquis au mouvement insurrectionnel, alors même que le père de la regrettée a clairement indiqué qu'elle avait été lâchement assassinée par un homme en civil.

Une enquête criminelle a d'ores et déjà été ouverte par les services compétents pour faire toute la lumière sur cette affaire et établir les responsabilités des différentes personnes impliquées.

Il vous souvient que j'avais annoncé, lors de mes précédents points de presse, l'existence d'un vaste projet insurrectionnel ourdi par certains hommes politiques, conscients de leur incapacité à accéder au pouvoir par la voie démocratique. La stratégie à l'œuvre consistait à publier à travers les réseaux sociaux, au soir du 12 octobre 2025, des résultats frauduleux favorables à un candidat de l'opposition. Celui-ci devait dans la foulée s'autoproclamer vainqueur de l'élection et appeler ses partisans à descendre dans la rue pour défendre sa prétendue victoire.

Les récents événements survenus dans notre pays ont clairement démontré que nous avons raison. A l'aube du 14 octobre 2025, un candidat à la récente élection présidentielle, après avoir inondé les réseaux sociaux de faux résultats ou de résultats incomplets, s'est effectivement déclaré vainqueur de ce scrutin. A son instigation, ses partisans ont organisé de violentes manifestations dans plusieurs localités de notre pays, qui se sont traduites dans certaines villes, à l'instar de Dschang, par la destruction d'édifices publics.

Mais grâce au professionnalisme de nos forces de sécurité et sous l'encadrement des autorités administratives, l'ordre public a été rétabli dans les localités concernées et le calme règne sur toute l'étendue du territoire national.

Je tiens à préciser que dans le cadre de ce mouvement insurrectionnel, et tenant compte des indices concordants en notre possession, des enquêtes ont été ouvertes et certaines personnes ont d'ores et déjà été interpellées. D'autres sont activement recherchées et répondront de leurs actes devant les juridictions compétentes.

Mesdames et Messieurs, les responsables de médias

Comme vous le savez, notre pays a souffert au début des années 90 des conséquences dramatiques des mouvements insurrectionnels, liés à l'avènement du multipartisme. Bien plus, depuis 2016, les Régions du Nord-

Ouest et du Sud-Ouest sont confrontées à une crise sécuritaire qui continue d'affecter les populations de ces Régions. A cela s'ajoutent les exactions de boko haram dans la Région de l'Extrême-Nord, dont les effets néfastes se font ressentir sur le développement économique et social de cette Région en particulier, et de notre pays en Général.

Le Cameroun ne peut donc pas s'offrir le luxe d'une nouvelle crise sécuritaire, qui aggraverait les souffrances de nos compatriotes et compromettrait la mise en œuvre de la politique de développement de notre pays, telle que définie par le CHEF DE L'ETAT, Son Excellence PAUL BIYA.

Les appels à manifester lancés par certains hommes politiques à l'ambition dévorante, créent incontestablement les conditions d'une crise sécuritaire et participent de la mise en œuvre du projet insurrectionnel précédemment évoqué.

Je tiens à rappeler, en ma qualité de Ministre en charge des libertés, que le droit de manifester est garanti par les lois et règlements en vigueur dans notre pays. Mais comme dans toutes les démocraties, l'exercice de cette liberté est encadré et soumis au respect de certaines conditions telles que l'autorisation préalable des autorités compétentes, les précisions sur le but de la manifestation et les itinéraires à emprunter par les manifestants, l'identification des organisateurs, à l'effet d'établir les responsabilités en cas de dérive. Par conséquent, une manifestation qui ne respecte pas ces exigences est illégale et les personnes qui l'ont initiée devront répondre de leurs actes, conformément à la loi.

Je demande donc aux parents de veiller à la sécurité de leurs enfants et de ne pas laisser qu'ils soient instrumentalisés ou naïvement exploités par certains hommes politiques véreux, égoïstes et irresponsables. J'exhorte ces derniers à ne pas se servir de nos enfants pour assouvir leur dessein funeste. Je demande à nos compatriotes de la diaspora, qui pour certains essayent de déstabiliser notre pays et de le mettre à feu et à sang à travers des publications séditieuses sur les réseaux sociaux, de se ressaisir.

Je voudrais ici encourager les leaders d'opinion, les chefs traditionnels, les autorités religieuses et les différentes composantes de la Nation, où qu'ils soient, à se mobiliser comme un seul homme, pour promouvoir la paix et la stabilité de notre pays. Nous savons pouvoir compter sur la maturité démocratique du peuple camerounais et son attachement viscéral à la paix et au vivre ensemble, si chers au **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**, Son Excellence **PAUL BIYA**.

Je saisis cette occasion pour interpellier les responsables des médias sur la mission républicaine d'information, d'éducation et de sensibilisation des masses populaires qui leur est dévolue. Ils se souviennent certainement du rôle trouble qu'ont joué les « médias de la haine » dans le génocide qu'a connu un pays d'Afrique de l'Est. Qu'il soit clairement entendu que ceux des médias qui font l'apologie de l'insurrection populaire et propagent la haine et les fausses nouvelles, feront face à la rigueur de la loi.

Le Cameroun est un Etat de droit et toute contestation relative aux résultats des élections doit se faire devant les instances compétentes et dans le strict respect de la réglementation en vigueur. Je précise du reste que la qualité de candidat à l'élection présidentielle ne confère aucune immunité à quiconque.

Je voudrais rassurer les populations que l'Etat a pris des dispositions nécessaires pour veiller à ce que l'ordre règne et que les velléités de désordre et de déstabilisation de notre pays soient neutralisées. En tout état de cause, force restera à la loi.

J'invite les camerounais à vaquer normalement à leurs occupations et à attendre sereinement la proclamation des résultats du scrutin présidentiel par le Conseil Constitutionnel, seul organe habilité à le faire.

Je vous remercie de votre attention. Et surtout, soyons des artisans de paix.-

Yaoundé, le _____

Le Ministre de l'Administration Territoriale,

Paul ATANGA NJI